

Audrey Azoulay : « Le niveau de politisation de l'Unesco a baissé »

Audrey Azoulay, directrice de l'organisation onusienne, revient sur son action depuis sa nomination en 2017 et annonce briguer un second mandat en 2021.

Propos recueillis par [Piotr Smolar](#) pour Le Monde

Publié le 11 décembre 2020 à 00h24 - Mis à jour le 11 décembre 2020 à 14h51

Où en est-on dans la mise en place de la mission d'évaluation que doit envoyer l'Unesco dans le Haut-Karabakh ?

On a été sollicité de toutes parts sur la question du patrimoine culturel dans cette zone de conflit parce que celui-ci a un rôle tout particulier, brûlant, sensible. On est dans un conflit qui n'est pas que territorial. Il existe une concurrence de récits sur l'histoire, qui est pourtant plurielle. Une fois qu'il y a eu [le cessez-le-feu du 9 novembre](#), la Russie, comme puissance déterminante dans cette intervention diplomatique, a appelé l'Unesco. Nous avons rencontré les délégations arméniennes et d'Azerbaïdjan. On a consulté les autres coprésidents du groupe de Minsk, les Etats-Unis et la France.

J'ai proposé de mettre en place une mission d'évaluation sur le patrimoine culturel le plus rapidement possible, sur la base d'un article encore jamais utilisé de la Convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Une première mission doit partir mi-décembre, plutôt humanitaire, pilotée par le secrétariat des Nations unies à New York. Un représentant de l'Unesco se trouvera en son sein.

Le sujet le plus important, pour nous, est la mission d'experts indépendante, qui pourra ensuite aller sur tous les terrains et faire un premier inventaire du patrimoine. On en a préparé la composition, les termes de référence, qu'on a présentés à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan. On a eu un premier retour positif d'Erevan. J'attends le retour de Bakou. Le diable est toujours dans les détails : quel accès, quels lieux ?

Après le conflit du début des années 1990, l'Unesco a essayé plusieurs fois d'envoyer des missions, et ça n'avait jamais été possible. La question était toujours : par quel chemin accédez-vous à quel territoire ? Derrière se posait l'enjeu de la reconnaissance de souveraineté. C'est un territoire extrêmement riche. On voudrait faire une première visite sur un nombre très limité de sites, pour que la mission puisse être rapidement opérationnelle. Mais on n'est ni une force militaire ni un tribunal. Il ne faut pas se méprendre sur ce que peut faire l'Unesco.

